

Burundi / Elections de 2020 : il n'y aura ni observateurs belges ni français

@rib News, 24/09/2019 – Source Agence Anadolu – Ni les Belges ni les Français ne seront invités à observer les élections générales de 2020 au Burundi, a déclaré lundi Willy Nyamitwe, conseiller principal du président Pierre Nkurunziza. Willy Nyamitwe répondait à une question d'un journaliste belge sur ce sujet.

«Un journaliste belge m'a demandé si le Burundi invitera des Belges ou des Français à venir observer les élections 2020. Je lui ai répondu que «ce jour où les Belges ou les Français nous inviteront à observer leurs élections nous ferons de même», a-t-il déclaré sur Twitter. «Réciprocity exige», a-t-il ajouté. Les dernières élections de 2015 ont été organisées sans observateurs étrangers et sur fond de contestation du 3^e mandat consécutif du président Pierre Nkurunziza. La dernière participation des observateurs étrangers aux générales remonte à 2010. Le président de la Commission électorale nationale indépendante, Ceni, avait apprécié son apport. «Ils ont appris du Burundi et ils nous ont appris beaucoup. Leurs observations et recommandations ont été utiles au travail de la Ceni», avait déclaré Pierre Claver Ndayicariye, président de la Ceni, lors de l'évaluation du processus électoral. La participation des observateurs garantit la crédibilité du scrutin. En visite au Burundi, l'Envoyé spécial des Etats-Unis dans la région des Grands lacs Peter Pham a déclaré que les prochaines élections burundaises de 2020 seront «transparentes» s'il y a des «observateurs». «Les élections de 2020 seront plus transparentes et crédibles, s'il y a des observateurs burundais, de l'Afrique de l'est et internationaux», a-t-il déclaré le 12 septembre. Le Burundi a plongé dans une grave crise, marquée de violences, depuis le départ de la candidature du président Pierre Nkurunziza en avril 2015 pour un troisième mandat qu'il a obtenu en juillet de la même année, en violation de la Constitution et de l'accord d'Arusha qui a mis fin à la guerre civile de 1993-2006, selon l'opposition, la société civile et une partie de son propre camp. Ces violences ont fait plus d'un millier de morts et poussé plus de 340.000 personnes à fuir le pays, selon le rapport de l'agence de l'ONU pour les réfugiés publié le 31 août 2019.